

## Association canadienne du gaz : L'avis de la CBC sur le chauffage domestique est irresponsable et incomplet

Sujet : <https://www.cbc.ca/news/technology/greener-heating-1.5429709>

L'article « *Goodbye gas furnaces? Why electrification is the future of home heating* » d'Emily Chung publié le 20 janvier 2020 sur CBC online est irresponsable et incomplet dans sa description de la production d'énergie. Si l'auteur avait pensé à contacter l'industrie du gaz naturel, nous aurions contribué à créer un article plus éclairé. Essayons ici de dissiper un peu la confusion en apportant quelques corrections.

Tout d'abord, nous commençons par ce que l'on appelle les « fuites de l'ensemble du système de distribution » [traduction]. Selon les informations publiques du Rapport d'inventaire national fédéral et du *Canadian Energy Partnership for Environmental Innovation*, les émissions de méthane du réseau de gaz naturel ne représentaient que 0,3 % des émissions totales de GES du Canada en 2017. Aucune entreprise de distribution de gaz naturel ne souhaite de fuites, aussi minimales soient-elles. Le méthane est, après tout, notre produit, et les fuites représentent un gaspillage de ce produit. Notre industrie travaille chaque jour à la mise en place de mesures visant à réduire les émissions de méthane et notre succès dans ce domaine est remarquable. En fait, les émissions par kilomètre de lignes de distribution de gaz ont diminué de 46 % depuis 2005, malgré le doublement de la taille du réseau de gazoducs et une augmentation de 45 % de la consommation de gaz naturel au Canada<sup>1</sup>. De plus, les histoires d'émissions de méthane des systèmes de distribution font souvent référence à de vieux pipelines en fonte. Bien qu'ils soient encore présents dans de nombreuses villes américaines, il n'y a plus de tuyaux en fonte dans le réseau de distribution de gaz du Canada. Les dernières conduites en fonte au Canada ont été progressivement éliminées en 2012.

Deuxièmement, il n'est pas exact de dire que la seule façon de rendre un bâtiment 100 % neutre en termes d'émissions est l'électricité. Il existe un certain nombre de filières de gaz renouvelables qui peuvent être utilisées pour fournir aux bâtiments une énergie par canalisation de gaz à zéro émission. Celles-ci comprennent le gaz naturel renouvelable (produit à partir de décharges, d'installations d'eaux usées, etc.) et l'hydrogène (produit par électrolyse ou par reformage du méthane à la vapeur avec capture et stockage du carbone). En fait, la ville de Vancouver, où travaille l'une des personnes interrogées par l'auteur, est un centre d'utilisation et de développement du GNR au Canada. Il est également à noter qu'en utilisant le vaste système de stockage souterrain de gaz naturel du Canada, nous pouvons résoudre le problème du stockage des énergies renouvelables qui représente une question si pressante pour le réseau électrique. À l'heure actuelle, le Canada dispose d'un système de stockage de gaz qui peut contenir 90 jours de la demande totale de gaz naturel canadien – aucun stockage dans des batteries n'est comparable, même de loin.

Troisièmement, l'article note que le Royaume-Uni a proposé d'interdire le chauffage à base de combustibles fossiles dans les nouvelles maisons d'ici 2025. Ce que l'article n'a pas noté, c'est l'objectif du Royaume-Uni de lancer un réseau d'hydrogène, en utilisant le système de gazoduc pour sa livraison. Il existe déjà des projets pilotes au Royaume-Uni qui mélangent le gaz naturel avec jusqu'à 20 % d'hydrogène, utilisant ainsi l'infrastructure gazière comme véhicule pour

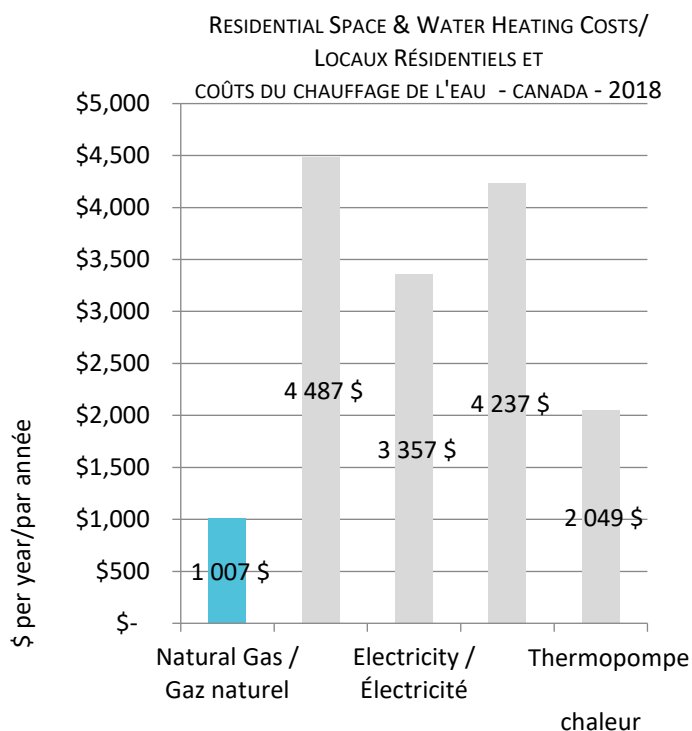
<sup>1</sup> <http://ec.gc.ca/inrp-npri/default.asp?lang=Fr&n=F9DFB0A0-5CC7-46EC-A3A8>

atteindre son objectif d'émissions nettes zéro d'ici 2050. Ici, au Canada, l'industrie et les gouvernements travaillent ensemble pour déterminer comment l'hydrogène peut être utilisé de manière sûre et efficace pour fournir de l'énergie propre par le biais du vaste réseau canadien de distribution par canalisation.

Quatrièmement, l'article est complètement muet sur la fiabilité. Combien de phénomènes météorologiques extrêmes accompagnés d'importantes coupures de courant sont nécessaires avant que les gens ne se rendent compte qu'il serait irresponsable de mettre tous nos œufs de fournisseurs d'énergie dans le même panier? En cas de mauvais temps, les gens subissent des pannes de courant : ceux qui ont accès à l'énergie canalisée ne perdent presque jamais leur accès. Alors pourquoi envisager d'augmenter le risque de perte de service? Surtout dans un pays où – comme ces derniers jours – il fait très, très froid. Si des équipements tels que les thermopompes électriques peuvent être utiles pour certaines régions plus chaudes, ils se sont systématiquement révélés moins efficaces dans les climats plus froids. Dans de nombreuses régions du Canada qui ont connu des températures d'environ -30 °C le week-end dernier, y compris certaines parties de l'Ontario, de l'Alberta, de la Saskatchewan et des Maritimes, une thermopompe électrique nécessiterait un système de chauffage d'appoint pour fonctionner de manière fiable pour le propriétaire. Cela signifie deux systèmes au lieu d'un seul – aux frais des consommateurs.

Cinquièmement, et c'est le plus troublant, l'article reste muet sur la question des dépenses pour le consommateur. Le coût annuel moyen du chauffage domestique au Canada est indiqué dans le graphique ci-dessous. Le chauffage au gaz naturel permet d'économiser entre 1 000 et 3 000 dollars par an pour une maison. Même une thermopompe électrique entraînera une augmentation considérable de la facture de chauffage pour le consommateur, y compris non seulement le prix plus élevé de l'électricité mais aussi le coût d'installation d'une thermopompe.

Les dépenses ne font qu'augmenter si l'on tient compte du fait que les Canadiens utilisent le gaz naturel à des fins multiples, et pas seulement pour chauffer la maison. Les foyers, les réservoirs d'eau chaude, les barbecues, les sécheuses, les cuisinières et autres appareils sont de plus en plus souvent alimentés au gaz. L'électrification mettrait fin à cette situation.



Source: StatsCan, Kent Marketing, Canadian Gas Association

Trop souvent, la conversation sur l'électrification se déroule sans aucune présentation correspondante des coûts impliqués.

C'est profondément irresponsable : les Canadiens sont très ouverts à l'idée de réduire les émissions, mais ils sont de plus en plus en colère contre la perspective de devoir payer plus cher – soit pour l'énergie qu'ils consomment, soit pour le coût de chaque bien et service qui a un coût d'intrant énergétique, y compris la nourriture, les vêtements et le logement. Nous avons besoin d'une énergie abordable et toute innovation en matière d'énergie doit être évaluée en fonction de la manière dont elle peut nous aider à maintenir un prix abordable pour que les Canadiens en connaissent le coût.

Pour analyser les perspectives de l'électrification de façon plus approfondie, l'ACG a commandé un examen de divers scénarios au Canada par ICF International. Les [conclusions des travaux de l'ICF](#) indiquent clairement que l'électrification serait extrêmement coûteuse, et qu'elle ne présenterait qu'un intérêt limité pour la réduction des émissions par rapport à une approche plus rentable qui intégrerait à la fois des réseaux de distribution d'énergie au gaz et électrique.

Au Canada, l'électricité représente actuellement environ 20 % de l'utilisation finale de l'énergie, le gaz naturel en fournissant 35 % et le reste provenant de combustibles liquides (40 %) et de biomasse/d'autres combustibles (5 %). L'analyse d'ICF a examiné un scénario visant à faire passer l'électricité du 20 % de l'utilisation finale à 60 % de l'utilisation finale (soit un triplement). À un niveau de 60 % – laissant ainsi 40 % de nos besoins en énergie assuré par la distribution d'énergie non électrique – les implications sont énormes.

**L'électrification nécessitera une construction massive de nouvelles infrastructures :** Le passage de l'électricité à un autre 40 % de notre utilisation finale nécessiterait un triplement de la capacité de production pour répondre à la demande de pointe sur le système énergétique. Ce qui équivaut à des centaines de réacteurs nucléaires.

**L'infrastructure nécessaire sera extrêmement coûteuse :** Cette expansion pourrait augmenter les coûts énergétiques nationaux de 580 à 1 400 milliards de dollars sur une période de 30 ans, entre 2020 et 2050. Et nous pensons qu'il s'agit là d'une estimation prudente.

**La dépense pour le ménage canadien moyen sera très importante :** Le coût équivaut à une augmentation des dépenses moyennes des ménages canadiens de 1 300 \$ à 3 200 \$ par année.

Selon les conclusions de l'ICF, les objectifs de la politique environnementale peuvent être poursuivis à un coût nettement inférieur grâce à une approche multi-réseaux qui intègre des solutions de gaz naturel au réseau électrique plutôt qu'une option exclusivement électrique. Les politiques de réduction des GES qui favorisent entièrement l'électricité par rapport aux approches multi-réseaux sont beaucoup plus coûteuses (289 \$/tCO<sub>2</sub> pour l'électricité seule contre 129 \$/tCO<sub>2</sub> pour les réseaux intégrés).

Le secteur canadien de la distribution de gaz naturel a pris des mesures pour améliorer l'efficacité, réduire les émissions et favoriser l'innovation en matière de technologies propres. Nous serions heureux de fournir des exemples des choses extraordinaires que font les milliers de Canadiens qui travaillent dur dans tout le pays dans le secteur du gaz pour garantir que l'énergie la plus abordable et la plus fiable disponible continue d'être distribuée. Nous sommes fiers de le faire d'une manière qui permet de réduire les émissions tout en empêchant le coût de la vie d'augmenter.

Nous serons heureux de discuter de nos commentaires ici.

Je vous remercie à l'avance de l'attention que vous porterez à la présente,



Timothy M. Egan  
Président et chef de la direction  
Association canadienne du gaz